



Sibel Ataogul
Graciela Barrère
Sylvain Beauchamp
Marie-Jo Bouchard
Pierre Brun
Michael Cohen
Anne Julie Couture
Johanne Drolet
Michel Gilbert
Guillaume Grenier
Pierre Grenier
Rebecca Laurin

Melançon Marceau
Grenier & Sciortino s.e.n.c.
Avocates et Avocats

Josée Lavallée
Denis Lavoie
Georges Marceau
Laurence Martin
Claude G. Melançon
Marianne Routhier-Caron
Erin Sandberg
Giuseppe Sciortino
Farhad Shayegh
Marie-Claude St-Amant
Sylvain Senev
Marika Tremblay

Transmission par télécopieur

Le : 5 février 2019

Nombre de page incluant celle-ci :-38-

Destinataire: COMMISSION MUNICIPALE DU TÉLÉC. : 514 873-3764
QUÉBEC

Provenance : Me Sylvain Beauchamp TÉLÉC. : 514-525-2803
N/Réf. : 5233-000

Objet : Demande afin d'obtenir le statut d'intervenant
No. : CMQ-66841

Commentaires

Madame, Monsieur,

Veillez trouver ci-joint une demande afin d'obtenir le statut d'intervenant, relativement au dossier ci-haut mentionné.

Merci,

S'il y a un problème de communication, veuillez contacter Nadine Canaan au 514-525-3414

Ce document transmis par télécopieur est destiné uniquement à la personne ou à l'entité à qui il est adressé et peut contenir des renseignements confidentiels et assujettis au secret professionnel. La confidentialité et le secret professionnel demeurent malgré l'envoi de ce document à la mauvaise personne. Si le document ne vous est pas destiné ou si vous n'êtes pas chargé de remettre ce document à la personne à laquelle il est destiné, veuillez nous en informer par téléphone et nous retourner ce document par la poste. Toute distribution, reproduction ou autre utilisation de ce document par une personne à laquelle il n'est pas destiné est interdite.

C A N A D A

PROVINCE DE QUÉBEC

COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC
(Juge Thierry Usclat)

No : CMQ-66841

YVAN BERTHELOT ET AL.

Demandeurs

c.

ALAIN LAPLANTE

Défendeur

et

GUY GRENIER

Tiers-intervenant

DEMANDE AFIN D'OBTENIR LE STATUT D'INTERVENANT
(Article 23 de la Loi sur la Commission municipale, RLRQ chapitre C-35
Article 7 de la Loi sur les commissions d'enquête, RLRQ chapitre C-37)

AU SOUTIEN DE LA PRÉSENTE DEMANDE, LE TIERS-INTERVENANT EXPOSE RESPECTUEUSEMENT CE QUI SUIT :

1. Le tiers-intervenant a déposé une demande de pourvoi en contrôle judiciaire, sursis, ordonnance de sauvegarde et injonction provisoire, interlocutoire et permanente contre la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu modifiée en date du 1^{er} octobre 2018, tel qu'il appert de la demande n° 755-17-002790-189 dénoncée au soutien des présentes comme Pièce R-1 ;
2. Les procédures dans cette affaire devant la Cour supérieure sont présentement en cours ;
3. La plainte déposée par les demandeurs à l'encontre du défendeur à la Commission municipale du Québec découle directement du dépôt des procédures judiciaires intentées par le tiers-intervenant ;

4. Plusieurs allégations traitent du tiers-intervenant et son nom est mentionné plus d'une dizaine de fois dans la plainte formulée par les demandeurs à l'encontre du défendeur, tel qu'il appert de plainte CMQ-66841 figurant au dossier de la Commission ;
5. Il est de l'intérêt de la protection des droits du tiers-intervenant et de l'administration de la justice que celui-ci soit autorisé à intervenir au présent dossier ;
6. Puisque le cœur des faits visés par la plainte est présentement l'objet de procédures judiciaires devant la Cour supérieure du Québec, tel qu'il appert de la **Pièce R-1**, il est demandé à la Commission, par déférence, de surseoir aux présentes procédures jusqu'à jugement final de la Cour supérieure, le tout dans l'intérêt de la justice et conformément au principe directeur de la procédure civile qu'est la règle de la proportionnalité ;
7. La présente est bien fondée en faits et en droit.


POUR CES MOTIFS, PLAISE À LA COMMISSION :

ACCUEILLIR la présente demande de monsieur Guy Grenier afin d'obtenir le statut d'intervenant ;

SUSPENDRE le traitement de la plainte CMQ-66841 jusqu'à jugement final de la Cour supérieure dans le dossier n° 755-17-002790-189 ;

LE TOUT avec frais en cas de contestation.

Montréal, le 5 février 2019



MELANÇON MARCEAU GRENIER ET SCIORTINO, s.e.n.c.

Avocats du tiers-intervenant

(Me Sylvain Beauchamp)

1717, René-Lévesque Est, Bureau 300

Montréal (Québec) H2L 4T3

Téléphone: 514-525-3414

Télécopieur: 514-525-2803

Courriel : sbeauchamp@mmgs.qc.ca

N/Réf. : SB-5233-002

Pièce R-1

**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT D'IBERVILLE**

N° : 755-17-002790-189

**COUR SUPÉRIEURE
(chambre civile)**

GUY GRENIER, résidant au 15 rue
Rolland, Saint-Jean-sur-Richelieu,
Québec, J2X 5S9

Demandeur

c.

**VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-
RICHELIEU**, personne morale de droit
public sise au 188 rue Jacques-Cartier
Nord, Saint-Jean-sur-Richelieu, Québec,
J3B 7B2

Défenderesse

**DEMANDE DE POURVOI EN CONTRÔLE JUDICIAIRE, SURSIS,
ORDONNANCE DE SAUVEGARDE ET INJONCTION PROVISOIRE,
INTERLOCUTOIRE ET PERMANENTE MODIFIÉE EN DATE DU
1^{ER} OCTOBRE 2018**

(Art. 49, 158(8), 509 et ss., 529 et 530 C.p.c.)

AU SOUTIEN DE LA DEMANDE, LE DEMANDEUR EXPOSE CE QUI SUIT :

I. INTRODUCTION

1. Le présent litige concerne dans un premier temps la validité d'une résolution adoptée le 30 avril 2018 par le Conseil de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, prétendant congédier M. Guy Grenier (ci-après « le Demandeur »);
2. Tel qu'exposé ci-après, cette résolution est invalide pour trois raisons;
3. Premièrement, cette résolution est *ultra vires* des pouvoirs du Conseil de la Ville puisque le pouvoir exclusif de congédier le Demandeur appartenait au Comité exécutif, à qui le Conseil de Ville avait délégué ce pouvoir et le Conseil de Ville ne pouvait par conséquent plus l'exercer;

4. Deuxièmement, cette résolution ne repose sur absolument aucun fait, est arbitraire et est déraisonnable, en plus de constituer un détournement de pouvoirs et d'avoir été adoptée dans un but impropre, pour des motifs non-pertinents et de mauvaise foi;

4.1 Troisièmement, cette résolution est discriminatoire puisqu'elle porte atteinte aux droits du Demandeur à la liberté d'opinion et à la liberté d'expression et à son droit à ne pas faire l'objet de discrimination en fonction de ses convictions politiques, respectivement protégées par les articles 3 et 10 de la *Charte québécoise des droits et libertés de la personne* (RLRQ c. C-12, ci-après « la Charte »);

~~5. Considérant la très forte apparence de droit, l'urgence et la nature des questions soulevées dans la présente demande de pourvoi en contrôle judiciaire, le Demandeur demande respectueusement à la Cour supérieure d'ordonner à la Défenderesse de surseoir à l'exécution de la résolution du 30 avril 2018 (Pièce P-8) pendente litis et d'émettre certaines ordonnances de sauvegarde et d'injonction, pour les motifs invoqués ci-après;~~

5.1 La présente demande conteste dans un deuxième temps la validité des cinq (5) résolutions suivantes et du règlement suivant adoptés par le Conseil de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu :

- Règlement No. 1687 intitulé « Règlement modifiant le règlement No. 0662 relatif au comité exécutif de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu » adopté par le Conseil de ville le 7 mai 2018 qui prétend avoir pour effet d'abroger la délégation de pouvoir du Comité exécutif (Pièce P-7), produit au soutien des présentes comme **Pièce P-14**;
- Résolution No. 2018-05-0248, adoptée le 22 mai 2018 et intitulée « Congédiement de l'employé portant le No. 00789 », produite au soutien des présentes comme **Pièce P-17**;
- Résolution No. 2018-05-0249, adoptée le 22 mai 2018 et intitulée « Abrogation des résolutions nos CE-2018-04-0144 et CE-2018-05-0162 », produite au soutien des présentes comme **Pièce P-18**;
- Résolution No. 2018-06-0413 intitulée « Résolution pour se prévaloir de l'article 16 du contrat de travail de l'employé no 00789 afin de permettre le paiement à l'employé d'une somme globale équivalent à six mois de salaire majoré des avantages sociaux », produite au soutien des présentes comme **Pièce P-30**;
- Résolution No. 2018-06-0419, adoptée le 18 juin 2018 et intitulée « Résolution pour se prévaloir de l'article 16 du contrat de travail de l'employé no 00789 », produite au soutien des présentes comme **Pièce P-31**;

5.2 Tel qu'énoncé de manière détaillée ci-dessous, le Demandeur estime que ces résolutions et ce règlement sont invalides, notamment en raison de leur caractère *ultra vires* des pouvoirs du Conseil de ville en plus de constituer un détournement de pouvoirs et d'avoir été adoptées dans un but impropre, pour des motifs non-pertinents et de mauvaise foi, notamment en raison du fait que le véritable but de ces résolutions est exclusivement de réduire les pouvoirs du Maire et n'ont strictement aucun rapport avec le Demandeur;

~~5.3 Considérant la forte apparence de droit, l'urgence et la nature des questions soulevées dans la présente demande de pourvoi en contrôle judiciaire, le Demandeur demande respectueusement à la Cour supérieure d'ordonner à la Défenderesse de surseoir également à l'exécution du règlement P-14 du 7 mai 2018, et des résolutions P-17, P-18 et P-20 du 22 mai 2018 pendante l'itis et d'émettre certaines ordonnances de sauvegarde et d'injonction, pour les motifs invoqués ci-après;~~

II. LES PARTIES

6. La Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu (ci-après « la Ville », « l'Employeur » ou « St-Jean ») est une personne morale de droit public constituée par une loi privée, produite au soutien des présente comme **Pièce P-1**, et régie notamment par la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ c. C-19, ci-après « *LCV* »);
7. M. Guy Grenier est une personne physique qui est lié à la Ville par un contrat de travail à durée déterminée de quatre (4) ans pour la période allant du 20 novembre 2017 au 31 décembre 2021, tel que plus abondamment exposé ci-dessous;

III. LES FAITS

1. Embauche du Demandeur

8. Le 5 novembre 2017, M. Alain Laplante est élu maire de Saint-Jean-sur-Richelieu, dans un contexte minoritaire;
9. À compter du 5 novembre 2017, le Conseil de ville est composé comme suit :

Justin Bessette	Équipe Alain Laplante
Ian Langlois	Équipe Alain Laplante
Maryline Charbonneau	Équipe Alain Laplante
Michel Gendron	Équipe Fecteau
François Auger	Équipe Fecteau
Patricia Poissant	Équipe Fecteau
Christiane Marcoux	Équipe Fecteau
Yvan Berthelot	Équipe Fecteau
Claire Charbonneau	Équipe Fecteau

Mélanie Dufresne	Indépendante
Marco Savard	Indépendant
Jean Fontaine	Indépendant

10. Naturellement, le Maire Laplante siège également au Conseil de Ville et y a droit de vote;
- 10.1 Michel Fecteau, qui brigait la mairie contre le Maire Laplante, n'a naturellement pas été élu et n'occupe aucune fonction officielle au sein de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu;
11. Dès son assermentation comme maire, M. Laplante propose au Demandeur de prendre le poste de chef de cabinet / attaché politique du maire, ce que le Demandeur accepte;
12. Lors de sa séance ordinaire du 22 novembre 2017, le Comité exécutif de la Ville adopte la résolution CE-2017-11-0457, produite au soutien des présentes comme **Pièce P-2**, qui se lit comme suit :

No CE-2017-11-0457

**Autorisation pour la signature d'un contrat de travail –
Attaché politique au cabinet du maire**

CONSIDÉRANT qu'en raison d'enjeux et de la réalisation de dossiers stratégiques, monsieur le maire souhaite s'adjoindre un chef de cabinet ;

**PROPOSÉ PAR : monsieur Justin Bessette APPUYÉ PAR :
madame Maryline Charbonneau**

D'autoriser le directeur général et le greffier à signer pour et au nom de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, un contrat de travail avec monsieur Guy Grenier à titre de chef de cabinet pour la mairie, le tout selon les conditions prévues au contrat à intervenir avec monsieur Grenier.

Que la durée de ce contrat soit du 20 novembre 2017 au 31 décembre 2021.

13. Ainsi, le Demandeur est embauché par la Ville pour une durée déterminée à titre de « chef de cabinet pour la mairie », rétroactivement au 20 novembre 2017;
14. Suite à cette résolution CE-2017-11-0457 du Comité exécutif, le Demandeur conclut un « contrat individuel de travail » le 5 décembre 2017, produit au soutien des présentes comme **Pièce P-3** (ci-après « le Contrat de travail »);

15. Outre les clauses salariales et autres conditions de travail, le Contrat de travail contient une description de tâches détaillées pour le poste de « chef de cabinet pour la mairie »;
16. Cette description de tâches précise clairement que le poste de « chef de cabinet du maire » se rapporte au maire, et non à la direction générale de la Ville;
17. C'est également ce qui ressort clairement de l'organigramme de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu publié sur le site Internet de la Ville, produit au soutien des présentes comme **Pièce P-4**;
18. Ainsi, le Demandeur n'est pas un fonctionnaire municipal, mais bien un employé politique qui se rapporte au maire, tel qu'il ressort de manière limpide de la description des tâches du poste de « chef de cabinet du maire » annexée au Contrat de travail;

2. Déroulement de l'emploi

19. Le travail du chef de cabinet d'un maire n'est pas souvent de tout repos, ni d'une grande simplicité, en particulier lorsque le maire en question est minoritaire au Conseil de Ville, ce qui était le cas du Maire Laplante à tout moment pertinent pour les fins des présentes;
20. Malgré cette situation, le Demandeur a fourni sa prestation de travail sans reproche, de manière rigoureusement professionnelle et intègre et à l'entière satisfaction du Maire Laplante, de qui le Demandeur relève et prend ses instructions;
21. Il va sans dire que le Demandeur n'a jamais reçu la moindre lettre disciplinaire ou le moindre avis d'insatisfaction relativement à son rendement en tant que chef de cabinet du Maire Laplante;
22. Il est cependant clair que le Demandeur est souvent pris pour cible par les opposants politiques du Maire Laplante lors de joutes politiques visant ce dernier;
23. C'est incontestablement dans ce contexte que, le 23 avril 2018, le Conseil de Ville se réunit en comité plénier à huis-clos afin de discuter d'un projet de résolution visant à congédier le Demandeur, le tout dans une absence complète de reproches et de faits;
24. Dans cette séance, le Conseil de Ville adopte la résolution 2018-04-0173, produite au soutien des présentes comme **Pièce P-5**, visant le congédiement du Demandeur;

- 24.1 À ce moment, le Demandeur était en vacances à l'étranger depuis le 19 avril 2018 et il ne fut de retour au pays que le 26 avril 2018. Le Demandeur reçut une lettre de congédiement le 8 mai 2018, par courrier recommandé;
25. Le 24 avril 2018, le Maire Laplante informe le Greffier qu'il n'approuve pas la résolution 2018-04-0173, conformément à son droit de veto découlant de l'article 53 LCV;
26. En conséquence, la résolution 2018-04-0173 adoptée le 23 avril 2018 est privée de tout effet juridique en vertu de l'article 53 de la *Loi sur les cités et villes*;
27. Le 25 avril 2018, le Comité exécutif du conseil se réunit en séance ordinaire et adopte une résolution confirmant l'embauche de M. Guy Grenier, produite au soutien des présentes comme **Pièce P-6**;
28. Dans cette résolution P-6, le Comité exécutif de la Ville souligne notamment l'excellent travail, la loyauté et l'intégrité du Demandeur, confirme son emploi et demande « *à la direction générale de mettre en place toutes les conditions favorables à l'accomplissement des tâches de monsieur Guy Grenier* »;
29. Il importe de souligner que, en vertu de la loi qui a constitué la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu (Pièce P-1), la Défenderesse est dotée d'un Comité exécutif et le Conseil de Ville lui a délégué d'importants pouvoirs qui sont régis par le Règlement 662, produit au soutien des présentes comme **Pièce P-7**;
30. La résolution du 25 avril 2018 a été adoptée sous l'empire de cette délégation de pouvoirs dont jouit le Comité exécutif;
31. Malgré cette résolution, le Conseil de Ville se réunit en séance extraordinaire le 30 avril 2018 et adopta, à la majorité absolue des conseillers, une résolution en substance identique à celle du 23 avril 2018 par laquelle la Défenderesse prétend congédier le Demandeur, tel qu'il appert de ladite résolution produite au soutien des présentes comme **Pièce P-8**;
- 31.1 De manière singulière, cette résolution P-8 ne fait référence à absolument aucun motif, aucun fait ou aucune raison à l'origine de cette résolution du Conseil de ville;
- 31.2 Il appert de la déclaration assermentée du 4 mai 2018 (cf. dossier de la Cour) signée par François Vaillancourt, directeur général de la Défenderesse, que ce dernier semble reprocher au Demandeur « d'être également dirigeant du parti politique [du maire] » (cf. para. 22);
- 31.3 Ceci était effectivement le cas puisque M. Grenier avait négligé, suite aux élections de novembre 2017, de faire les changements administratifs requis. C'est précisément ce que le Demandeur a indiqué au Directeur

général lorsque ce dernier a porté cette circonstance à l'attention du Demandeur vers la fin du mois de mars 2017, pourtant sans en faire reproche au Demandeur ou lui demander une quelconque action corrective;

- 31.4 D'ailleurs, tel qu'il appert de la correspondance du Directeur général des élections produite au soutien des présentes comme **Pièce P-9**, le Demandeur a dûment démissionné de ces fonctions en date du 2 avril 2018;
- 31.5 Aucun reproche formel ou informel n'a jamais été porté à la connaissance du Demandeur relativement à cette situation;
- 31.6 Au demeurant, il n'existe aucune norme de quelque nature que ce soit qui interdit au Demandeur de faire du travail politique dans son rôle de chef de cabinet du maire de Saint-Jean-sur-Richelieu;
- 31.7 Au contraire, le site internet de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu précise clairement que le chef de cabinet du maire fait un travail qui peut par nature comporter des éléments essentiellement politiques, tel qu'en fait foi l'extrait du site internet produit au soutien des présentes comme **Pièce P-10**;
- 31.8 Le Demandeur n'a aucunement participé au contenu qui figure à la **Pièce P-10**, qui a été confectionnée avant les élections de novembre 2017;
- 31.9 Qui plus est, la description de tâches du Demandeur (cf. **Pièce P-3**) comporte deux grands volets, dont le deuxième s'intitule « Tâches politiques »;
- 31.10 Dans ce contexte, il est aisé de comprendre que le reproche qui semble être formulé par le directeur général envers le Demandeur est, purement et simplement, de faire le travail que prévoit son contrat de travail;
- 31.11 Il appert aussi de la déclaration assermentée du 4 mai 2018 signée par François Vaillancourt, directeur général de la Défenderesse, que ce dernier semble également reprocher au Demandeur « d'exercer des activités de consultation en conseil stratégique » (cf. para. 24);
- 31.12 Or, le Demandeur n'a effectué aucun travail ni aucun mandat, directement ou indirectement, pour la compagnie Ki3 depuis sa nomination comme chef de cabinet du maire en date du 20 novembre 2017. C'est ce que le Demandeur n'aurait pas manqué de confirmer au Directeur général si ce dernier avait pris la peine de lui poser la question, ce qui ne fut en aucun temps le cas;

- 31.13 Enfin, le Demandeur n'a eu aucune discussion avec le Directeur général relativement aux reproches figurant dans la déclaration assermentée susmentionnée du 4 mai 2018 entre le 23 et le 30 avril 2018;
- 31.14 En outre, les allégations contenues dans la déclaration de François Vaillancourt du 4 mai 2018 aux paragraphes 18 à 21 et 25 sont mensongères et diffamatoires, en plus de porter atteinte à la nature même de la déclaration sous serment dans laquelle ces allégations sont formulées;
- 31.15 Le Demandeur réserve tous ses droits relativement à cette situation, soit par la modification ultérieure des présentes procédures soit par l'introduction de procédures judiciaires distinctes;

3. Événements suite à la résolution du 30 avril 2018 (Pièce P-8)

- 31.16 Le 3 mai 2018, le Demandeur institue la présente affaire, tel qu'il appert du dossier de la Cour;
- 31.17 Le vendredi 4 mai 2018, l'Honorable juge Marc-André Blanchard, j.c.s. émet une injonction provisoire ordonnant le sursis de la résolution du 30 avril 2018 (Pièce P-8) jusqu'au 14 mai 2018, tel qu'il appert du dossier de la Cour et de ladite ordonnance produite pour la convenance du Tribunal au soutien des présentes comme Pièce P-11;
- 31.18 Le lundi 7 mai 2018, le Demandeur est réintégré dans ses fonctions de chef de cabinet du maire de Saint-Jean-sur-Richelieu. À cette date, le Demandeur se présente aux bureaux des ressources humaines à la demande du directeur général de la Ville et se fait réactiver sa carte d'accès ainsi que ses différents outils de travail, incluant la réactivation de son compte courriel;
- 31.19 Également le 7 mai 2018, le Comité exécutif se réunit à 13h00 en séance extraordinaire et adopte la résolution CE-2018-05-0162 intitulée « Contrat de Guy Grenier à titre d'attaché politique au cabinet du maire », produite au soutien des présentes comme Pièce P-12;
- 31.20 Au cours de la même séance extraordinaire, le Comité exécutif adopte la résolution CE-2018-05-0159 demandant notamment l'intervention de la Commission municipale du Québec, produite au soutien des présentes comme Pièce P-13;
- 31.21 Toujours le 7 mai 2018, le Conseil de ville réuni en séance ordinaire adopte, après 19h30, le Règlement No. 1687 intitulé « Règlement modifiant le règlement No. 0662 relatif au comité exécutif de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu », qui prétend avoir pour effet d'abroger la

délégation de pouvoir du Comité exécutif, produite au soutien des présentes comme **Pièce P-14**;

- 31.22 Ce règlement prend effet à la date de sa publication, le 9 mai 2018, en vertu de l'article 361 LCV;
- 31.23 Ainsi, tant la résolution CE-2018-04-0144 du 25 avril 2018 (Pièce P-6) que la résolution CE-2018-05-0162 du 7 mai 2018 (Pièce P-12) ont été adoptées par le Comité exécutif alors que la délégation de pouvoirs opérée par le Règlement 662 (Pièce P-7) était parfaitement et incontestablement en vigueur;
- 31.24 Le 14 mai 2018, l'Honorable juge Pierre C. Gagnon, j.c.s. émet une injonction provisoire ordonnant le sursis de la résolution du 30 avril 2018 (Pièce P-8) jusqu'au 22 mai 2018, tel qu'il appert du dossier de la Cour et de ladite ordonnance produite pour la convenance du Tribunal au soutien des présentes comme **Pièce P-15**;
- 31.25 Le mardi 15 mai 2018, le Conseil de ville de Saint-Jean-sur-Richelieu se réunit en séance extraordinaire et adopte les deux résolutions suivantes précisément dans cet ordre, tel qu'il appert du vidéo de ladite séance du Conseil produite au soutien des présentes comme **Pièce P-16** :
- Résolution No. 2018-05-0248, intitulée « Congédiement de l'employé portant le No. 00789 », produite au soutien des présentes comme **Pièce P-17**;
 - Résolution No. 2018-05-0249, intitulée « Abrogation des résolutions nos CE-2018-04-0144 et CE-2018-05-0162 », produite au soutien des présentes comme **Pièce P-18**;
- 31.26 Le vendredi 18 mai 2018, le maire de Saint-Jean-sur-Richelieu informe le Greffier qu'il n'approuve pas les résolutions 2018-05-0248 et 2018-05-0249, conformément à son droit de veto découlant de l'article 53 LCV;
- 31.27 Le 22 mai 2018 en matinée, l'Honorable juge Chantal Lamarche, j.c.s. émet une injonction provisoire ordonnant le sursis de la résolution du 30 avril 2018 (Pièce P-8) jusqu'au 30 mai 2018, tel qu'il appert du dossier de la Cour et de ladite ordonnance produite pour la convenance du Tribunal au soutien des présentes comme **Pièce P-19**;
- 31.28 Le 22 mai 2018, le Conseil de Saint-Jean-sur-Richelieu se réunit en séance ordinaire à compter de 19h30 et adopte les résolutions 2018-05-0248 et 2018-05-0249 par un vote majoritaire, tel qu'il appert du vidéo de ladite séance produit au soutien de présentes comme **Pièce P-20**;

- 31.29 Il appert de la Pièce P-20 que les deux résolutions suivantes sont adoptées le 22 mai 2018 par le Conseil de ville, précisément dans cet ordre :

2.4 Retour sur la résolution no 2018-05-0248 Congédiement de l'employé portant le numéro 00789

Propose que le conseil municipal maintienne les termes de la résolution no 2018-05-0248 adoptée le 15 mai 2018;

Que l'employé 00789 soit destitué du poste qu'il occupe et qu'il soit congédié;

Qu'instructions soient données au service des ressources humaines de donner effet à la présente résolution et d'aviser l'employé concerné de l'adoption de la présente résolution.

2.5 Retour sur la résolution no 2018-05-0249

Que le conseil municipal maintienne les termes de la résolution no 2018-05-0249 adoptée le 15 mai 2018 d'abroger à toutes fins que de droit les résolutions nos CE-2018-04-0144 et CE-2018-05-0162 adoptées par le Comité exécutif le 25 avril et le 7 mai 2018.

- 31.30 Depuis le 22 mai 2018, le Demandeur est sans emploi et sans rémunération;
- 31.31 Depuis le 22 mai 2018, la Commission municipale du Québec a décidé d'intervenir à la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu en raison de l'ampleur de la crise politique actuelle, au cœur de laquelle se situe naturellement la présente affaire, tel qu'il appert notamment de l'article publié sur le site de Radio-Canada produit au soutien des présentes comme **Pièce P-21**;

3. Événements survenus à compter du 28 mai 2018

- 31.32 Le 28 mai 2018, le Comité exécutif de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu a adopté les résolutions suivantes :**

- Résolution intitulée « Chef de cabinet et attaché politique du maire », produite comme Pièce P-24;
- Résolution intitulée « Suspension de l'employé no. 00588 », produite comme Pièce P-25;
- Résolution intitulée « Convocation des séances extraordinaires », produite comme Pièce P-26;

- Résolution intitulée « Retour sur la résolution CE-2018-02-0065 », produite comme Pièce P-27;
- Résolution intitulée « Retour sur la résolution CE-2018-02-161 », produite comme Pièce P-28;

31.33 Toujours le 28 mai 2018, le Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) a publié un communiqué de presse en lien avec la situation à Saint-Jean-sur-Richelieu, produit comme Pièce P-29;

31.34 Le 30 mai 2018, le Demandeur présentait à la Cour supérieure une nouvelle demande de sursis d'exécution visant les dernières résolutions adoptées par la Ville, accompagnée de nouvelles déclarations assermentées tel qu'il appert du dossier de la Cour;

31.35 En l'absence de disponibilité d'un juge en chambre à Saint-Jean-sur-Richelieu, les parties se sont présentées devant le juge en chambre du Palais de justice de Montréal, l'Honorable Martin Castonguay, i.c.s., tel qu'il appert du dossier de la Cour et des notes sténographiques de l'audition produites comme Pièce P-32;

31.36 À la suggestion du Juge Castonguay, l'audition du 30 mai 2018 a été suspendue et les parties et procureurs en présence ont conclu une entente réglant l'ensemble de leurs litiges, tel qu'il appert de ladite entente produite sous scellés comme Pièce P-33 et des notes sténographiques de l'audition du 30 mai 2018;

31.37 Cette entente P-33 qui a été négociée et conclue de bonne foi par toutes les parties et, sur le plan formel, devait être ratifiée par le Conseil de ville lors de la séance du Conseil du 4 juin 2018;

31.38 Or, contre toute attente et sur la base de la croyance démontrée comme étant erronée que le Demandeur avait divulgué le contenu de ladite entente à un journal local, le Conseil de ville décida le 4 juin 2018 de ne pas adopter cette entente, tel qu'il appert du vidéo de ladite séance, produite comme Pièce P-34 et de l'extrait du procès-verbal de la séance produit comme Pièce P-35;

31.39 Ce refus par la Ville d'accepter l'entente P-33 constitue une conduite de mauvaise foi, vexatoire et abusive qui est contraire aux articles 51 et ss. C.p.c. et qui donne droit au Demandeur d'obtenir de la Ville l'entière compensation du préjudice qui en a résulté, incluant la totalité des honoraires extrajudiciaires nécessaires à la poursuite des présentes procédures ainsi que toute autre procédure judiciaire qui pourrait être

nécessaire pour obtenir des dommages-intérêts en raison du congédiement du Demandeur et des faits subséquents:

31.40 Le 11 juin 2018, le Conseil de ville réuni en séance extraordinaire adopta la résolution 2018-06-0413 intitulée « Résolution pour se prévaloir de l'article 16 du contrat de travail de l'employé no 00789 afin de permettre le paiement à l'employé d'une somme globale équivalent à six mois de salaire majoré des avantages sociaux », tel qu'il appert de la Pièce P-30;

31.41 Le maire ayant exercé son droit de veto, cette résolution fut adoptée de nouveau le 18 juin 2018 avec effet à compter de cette date portant le numéro 2018-06-0419, tel qu'il appert de la Pièce P-31;

IV. LE DROIT

1) La résolution du 30 avril 2018 (Pièce P-8) est invalide

32. Le Conseil de Ville de Saint-Jean-Sur-Richelieu a délégué au Comité exécutif d'importants pouvoirs;

33. Parmi les pouvoirs du Comité exécutif figure notamment le pouvoir énoncé à l'article 6.2(5) de :

« 5. Destituer, suspendre sans traitement ou réduire le traitement, ou muter tout employé de la Ville, sauf les fonctionnaires ou employés visés au deuxième ou au troisième alinéa de l'article 71 de la *Loi sur les cités et villes du Québec*, L.R.Q., c. C-19. »

34. Puisque le Demandeur est un employé politique employé directement au cabinet du Maire, se rapportant directement au Maire Laplante et en aucun cas à la direction générale, il ne constitue manifestement pas un « fonctionnaire » au sens du deuxième ou troisième alinéa de l'article 71 LCV et, en tout état de cause, il n'occupait pas son poste depuis plus de six mois;

34.1 Ceci est d'autant plus vrai que le Demandeur n'est pas un « fonctionnaire ou un employé de la Ville » au sens donné à cette expression par la *Loi sur les cités et villes* puisque, précisément, le Demandeur fait partie du cabinet du maire et, qu'à ce titre, le Comité exécutif de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu dispose de la compétence exclusive de statuer sur toutes les conditions de travail du Demandeur, y incluant l'existence même de son emploi;

34.2 En effet, l'article 114.7 LCV prévoit clairement ce qui suit :

114.7. Sous réserve de l'article 114.10, une personne qui devient membre du personnel d'un cabinet ne devient pas ou cesse d'être, selon le cas, un fonctionnaire ou employé de la municipalité.

34.3 Ainsi, puisque le Demandeur n'était pas un employé ou un fonctionnaire de la Ville avant qu'il soit engagé à titre de chef de cabinet du maire, il ne l'est aucunement devenu en acceptant ce poste, le tout en vertu de l'article 114.7 LCV;

34.4 De plus, il est incontestable que c'est le Comité exécutif qui possède la compétence exclusive de trancher toute question se rapportant aux conditions de travail du personnel du cabinet du Maire de Saint-Jean-sur-Richelieu, incluant l'existence même de l'emploi de la personne titulaire d'une telle fonction, tel qu'il appert de l'article 114.6 al. 1 LCV :

114.6. Les normes et barèmes selon lesquels sont recrutés, nommés et rémunérés le directeur et les autres membres du personnel d'un cabinet, de même que leurs autres conditions de travail, sont fixés par le comité exécutif.

34.5 Tel que rappelé par la Cour suprême du Canada, le maintien (ou non) du lien d'emploi constitue bel et bien une « condition de travail »;

34.6 Dans le cas présent, il n'est pas contesté que le poste de chef de cabinet du maire n'a pas été créé par le maire en vertu du pouvoir qu'il aurait détenu en vertu de l'article 114.4 LCV si la Défenderesse avait compté plus de 100,000 habitants;

34.7 Toutefois, dans le cas présent, le poste de « chef de cabinet » existe *de facto et de jure*, et a été créé le 22 décembre 2002 par une résolution du Conseil de ville (Pièce P-22);

34.8 Ce poste de chef de cabinet du maire existe donc depuis maintenant plus de 16 ans au sein de Saint-Jean-sur-Richelieu;

34.9 Or, il ne faut pas confondre le mode selon lequel le poste de chef de cabinet est créé avec le statut juridique des personnes qui occupent un tel poste;

34.10 L'article 114.4 LCV prévoit en effet clairement le droit du maire ou du conseiller désigné d'une ville de plus de 100,000 habitants de nommer son personnel de cabinet, et le droit corrélatif du chef de l'opposition de faire de même;

34.11 Ce droit de nomination n'existe pas pour les villes de moins de 100,000 habitants;

- 34.12 Toutefois, si une ville de moins de 100,000 habitants a décidé de créer des postes de « personnel de cabinet », les articles 114.6 à 114.12 doivent trouver application *mutatis mutandis*, incluant l'article 114.6 LCV, qui confère au Comité exécutif la compétence exclusive à l'égard de ce personnel de cabinet, et l'article 114.7 LCV, qui précise que tel personnel ne constitue pas un « fonctionnaire ou employé de la ville » pour les fins de la LCV;
- 34.13 Cette conclusion est conforme avec l'intention du législateur qui, en adoptant en 2005 les articles 114.4 et ss. LCV, souhaitait clarifier la situation juridique du personnel de cabinet des maires qui était considérée par la ministre responsable comme « posant problème », tel qu'il découle des travaux parlementaires produits au soutien des présentes comme **Pièce P-23**;
- 34.14 Ainsi, un des objets des articles 114.4 et ss. LCV était de clarifier le statut juridique du personnel de cabinet, et un objet distinct était de donner le droit aux maires des villes de plus de 100,000 habitants de nommer un tel personnel de cabinet;
- 34.15 Toutefois, le statut juridique du personnel de cabinet qui était jugé en 2002 comme « posant problème » par la Ministre responsable du projet de loi pose problème peu importe le nombre d'habitants compris dans un ville, et il est clair que l'intention du législateur était de régler ce problème pour tous le personnel de cabinet au Québec, peu importe la taille de la ville, dans la mesure où un tel personnel de cabinet existe dans les faits;
- 34.16 Cette interprétation est également commandée par l'article 41 de la *Loi d'interprétation* (RLRQ c. I-16), qui précise que :
- 41.** Toute disposition d'une loi est réputée avoir pour objet de reconnaître des droits, d'imposer des obligations ou de favoriser l'exercice des droits, ou encore de remédier à quelque abus ou de procurer quelque avantage.
- Une telle loi reçoit une interprétation large, libérale, qui assure l'accomplissement de son objet et l'exécution de ses prescriptions suivant leurs véritables sens, esprit et fin.
- 34.17 Cette interprétation ressort également de l'interprétation holistique et systémique de la LCV en ce qui concerne le personnel de cabinet, et compte tenu du fait que, tout comme les villes de plus de 100,000 habitants, Saint-Jean-sur-Richelieu est dotée d'un Comité exécutif statutaire créé à même la Charte de la ville (**Pièce P-1**), et il s'ensuit que le Comité exécutif est nécessairement investi des pouvoirs découlant de l'article 114.6 LCV;

- 34.18 Rappelons que, dans le cas présent, la création du poste de chef de cabinet du maire de Saint-Jean-sur-Richelieu a été faite en 2002, soit plus de quatre ans avant l'adoption des articles 114.4 et ss. LCV;
- 34.19 Par conséquent, les articles 114.6 et 114.7 LCV, qui sont des dispositions intéressant l'ordre public, se sont appliqués de manière immédiate au poste de chef de cabinet du maire de Saint-Jean-sur-Richelieu;
- 34.20 Ceci est d'autant plus clair dans le cas d'espèce que, en aucun temps depuis la création de ce poste en 2002 la Défenderesse n'a adopté une quelconque résolution indiquant que le chef de cabinet du maire est effectivement un « fonctionnaire et un employé de la Ville »;
- 34.21 Au surplus et depuis 2002, le chef de cabinet des différents maires de Saint-Jean-sur-Richelieu se sont toujours rapportés exclusivement au maire;
- 34.22 Enfin, non seulement le contrat de travail du Demandeur (Pièce P-3) ne prévoit aucunement que le Demandeur constitue un « fonctionnaire ou un employé de la ville », mais il ressort clairement de ce document que le Demandeur n'est régi par les conditions de travail applicables à de tels « fonctionnaires ou employés de la ville » que la mesure où une référence expresse y est faite pour un sujet particulier;
- 34.23 Du reste, le contrat de travail du Demandeur énonce clairement qu'il se rapporte directement et exclusivement au maire, ce qui est incompatible avec la notion de « fonctionnaire ou employé de la ville » puisque ces personnes se rapportent au directeur général plutôt qu'au maire, ce qui est par ailleurs appuyé par l'organigramme produit par la Défenderesse elle-même (Pièce P-4);
- 34.24 Ainsi, tant l'intention du législateur et la conduite de la Défenderesse indiquent que les articles 114.6 et 114.7 LCV sont, en tous temps pertinents pour les fins des présentes, applicables au poste de chef de cabinet du maire de Saint-Jean-sur-Richelieu et, par conséquent, au Demandeur;
35. En somme, seul le Comité exécutif avait compétence pour mettre fin à l'emploi du Demandeur en date du 30 avril 2018, pour deux motifs :
- a) Le Demandeur n'est pas un « fonctionnaire ou un employé » visé par l'article 71 LCV, et le règlement de délégation 662 (Pièce P-7) conférait au Comité exécutif la compétence exclusive à l'endroit du Demandeur en tous temps pertinents;

- b) Le Demandeur n'est pas un « fonctionnaire ou un employé de la ville » au sens de la LCV, et l'article 114.6 LCV conférait au Comité exécutif la compétence exclusive à l'endroit du Demandeur en tous temps pertinents;
36. Relativement à la première des deux questions, la doctrine et la jurisprudence autorisée sur cette question précise de manière claire que, si l'auteur d'une délégation peut la révoquer en tout temps, le pouvoir ne peut être exercé concurremment ou alternativement par le délégant ou le délégué et la décision du délégué ne peut être révoquée ou modifiée qu'exceptionnellement par le délégant et sous réserve des droits accordés aux tiers;
37. Par conséquent, le Conseil de Ville n'avait aucunement le pouvoir d'adopter le 30 avril 2018 une résolution qui avait l'effet exactement contraire de la résolution adoptée par le Comité exécutif le 25 avril 2018 et qui prononçait de manière claire le maintien du Contrat de travail et de l'emploi du Demandeur;
38. A fortiori, le Conseil de ville n'aurait aucunement eu le pouvoir de modifier la décision prise par le Comité exécutif en vertu de la délégation de pouvoirs (Pièce P-7), et encore moins le pouvoir de prendre une décision différente du Comité exécutif affectant les droits du tiers que constitue le Demandeur;
39. La résolution P-8 adoptée par le Conseil de ville est ainsi nulle puisqu'*ultra vires* de ses pouvoirs, ces derniers ayant été délégués au Comité exécutif tant par le Règlement 662 que par l'article 114.6 LCV;
40. Mais il y a plus;
41. En effet, la résolution adoptée par le Conseil de ville le 30 avril 2018 est purement arbitraire puisque, dans sa résolution du 25 avril 2018, le Comité exécutif cristallise de manière immuable les faits suivants :
- Le Demandeur Guy Grenier relève directement du Maire Laplante et non de la direction générale;
 - Le Maire et le Comité exécutif sont très satisfaits du travail accompli par le Demandeur;
 - Le Demandeur a toujours agi avec compétence, loyauté et dans le respect de ses obligations contractuelles et de ses obligations déontologiques;
 - Que c'est sous « influence partisane » et « sans droit » que le conseil municipal a tenté de destituer le Demandeur le 23 avril 2018;

42. Dans ce contexte, il est impossible que la Défenderesse soit de quelque manière que ce soit en mesure d'établir une quelconque insatisfaction ou un quelconque reproche au travail du Demandeur, puisque le Maire Laplante, de qui le Demandeur relève exclusivement, se déclare entièrement satisfait de son travail, tout comme le Comité exécutif;
43. Ainsi, même si la Défenderesse était en mesure de démontrer, ce qui est vigoureusement nié, que la direction générale de la Ville n'était pas entièrement satisfaite du travail de M. Guy Grenier, une telle perception serait dénuée de toute pertinence et de toute conséquence juridique puisque, en tout temps et de manière incontestable, le Demandeur se rapportait exclusivement au Maire Laplante;
44. Il s'ensuit que la résolution P-8 du 30 avril 2018 adoptée par le Conseil de Ville est également nulle *ab initio* en raison de son caractère arbitraire et déraisonnable;
45. De plus, il est manifeste que le prétendu congédiement du Demandeur constitue une manœuvre politique ourdie par les conseillers municipaux majoritaires qui vise à atteindre et à affaiblir le Maire Laplante, utilisant le Demandeur comme pur tremplin à cette unique fin;
46. Le seul reproche qui puisse être fait au Demandeur est de s'être trouvé sur la trajectoire de cette manœuvre politique dirigée vers le Maire Laplante, précisément et exclusivement parce que M. Guy Grenier se rapporte directement au Maire Laplante et aucunement en raison de faute ou d'autres reproches qui seraient imputables personnellement au Demandeur;
47. Dans les faits, plus la compétence du Demandeur est grande et plus sa loyauté est affirmée face au Maire Laplante, plus il sera nécessairement perçu comme un opposant politique par association par les opposants politiques du maire;
48. Il s'agit de la nature même de la fonction de « chef de cabinet du maire »;
49. Il serait par ailleurs absurde qu'un maire minoritaire puisse être en toute légalité privé de son chef de cabinet par un conseil municipal majoritaire qui, comme en l'espèce, a manifestement pour but d'affaiblir le maire dans l'exercice de son devoir général de surveillance des affaires municipales qui découle de l'article 52 LCV;
- 49.1 Il découle de ce qui précède que la résolution P-8 constitue un détournement de pouvoirs de la part du Conseil de ville, en plus d'avoir été adoptée dans un but impropre, pour des motifs non-pertinents et de mauvaise foi, le tout rendant ses actions *ultra vires*;
50. Dans les circonstances énoncées ci-dessus, le Demandeur a le droit d'obtenir le contrôle judiciaire des résolutions adoptées à son égard par le

Conseil de Ville (Pièces P-5 et P-8) et d'obtenir une déclaration de la Cour supérieure confirmant que la résolution du Comité exécutif du 25 avril 2018 (Pièce P-6) a pleine et entière valeur juridique, et d'obtenir une ordonnance enjoignant à la Défenderesse de rétablir de manière complète le Demandeur dans son poste de chef de cabinet du maire;

51. De manière synthétique, ce droit repose sur trois moyens distincts et indépendants :

1. Lesdites résolutions P-5 et P-8 sont *ultra vires* des pouvoirs du Conseil de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, ce qui emporte une analyse en vertu de la norme de la décision correcte;
2. Lesdites résolutions P-5 et P-8 sont arbitraires et déraisonnables puisque ne reposant sur aucun fait et constituant manifestement une manœuvre politique dirigée contre le Maire Laplante, dans l'axe de laquelle le Demandeur a eu l'infortune de se trouver;
3. Lesdites résolutions P-5 et P-8 constituent un détournement de pouvoirs de la part du Conseil de ville, en plus d'avoir été adoptées dans un but impropre, pour des motifs non-pertinents et de mauvaise foi;

52. Le Demandeur est également en droit d'obtenir, *pendente litis*, une ordonnance de la Cour supérieure enjoignant la Défenderesse de sursoir à l'exécution de la résolution du 30 avril 2018 (Pièce P-8) prétendant congédier le Demandeur et enjoignant à la Défenderesse de rétablir de manière complète le Demandeur dans son poste de chef de cabinet du maire;

2) Le règlement No. 1687 et les résolutions du 22 mai 2018 sont invalides

52.1 Tel que rappelé ci-dessus, tant la doctrine que la jurisprudence précisent qu'un pouvoir ne peut être exercé concurremment ou alternativement par le délégant ou le délégué, et que la décision du délégué ne peut être révoquée ou modifiée qu'exceptionnellement par le délégant et, même dans un tel cas, sous réserve des droits accordés aux tiers;

52.2 Or, c'est précisément un tel exercice concurrent de pouvoirs délégués que fait le Conseil de ville lorsque, le 22 mai 2018, il adopte la résolution 2018-05-0248 (Pièce P-17) qui vise à congédier de nouveau le Demandeur;

52.3 Il est en effet incontestable que cette résolution porte encore et toujours exclusivement sur les mêmes faits, à savoir ceux qui étaient à la connaissance du Conseil de ville le 23 avril 2018;

- 52.4 Dans les faits, la résolution P-17 du 22 mai 2018 constitue la quatrième tentative faite par le Conseil de ville pour congédier le Demandeur, toujours sur la base des mêmes faits;
- 52.5 Ceci est par ailleurs énoncé en toutes lettres à même la résolution P-17, qui précise que :
- « Attendu que le conseil a été informé le 7 mai 2018 que les faits reprochés au chef de cabinet demeurent les mêmes; »
- 52.6 Ainsi, les résolutions concernant le Demandeur adoptées par le Conseil de ville le 23 avril 2018 (Pièce P-5), le 30 avril 2018 (Pièce P-8) et le 22 mai 2018 (Pièces P-17 et P-20) concernent toutes la même matière – le maintien du lien d'emploi du Demandeur – et sont toutes basées sur les mêmes faits, qui se sont produits avant le 23 avril 2018;
- 52.7 Et c'est exactement sur le maintien du lien d'emploi du Demandeur et sur les mêmes faits que portent la résolution adoptée le 25 avril 2018 (Pièce P-6) et celle du 7 mai 2018 (Pièce P-12) adoptées par le Comité exécutif et dans lesquelles le Comité exécutif constate ce qui suit :
- « CONSIDÉRANT que le maire et le Comité exécutif sont très satisfaits du travail accompli par monsieur Guy Grenier, qui a toujours agi avec compétence, loyauté et dans le respect de ses obligations contractuelles et de ses obligations déontologiques; »
- 52.8 Par conséquent, les résolutions P-5, P-8, P-17 et P-20 adoptées par le Conseil de ville sont non seulement *ultra vires* mais elles sont également arbitraires puisque ne reposant simplement sur aucun fait;
- 52.9 À la lumière du contexte énoncé ci-dessus, cette résolution P-17 (P-20) constitue également un détournement de pouvoirs en plus d'avoir été adoptée dans un but impropre, pour des motifs non-pertinents et de mauvaise foi;
- 52.10 En outre, il serait singulier que le Conseil puisse être fondé à considérer que le Demandeur a manqué de compétence et a porté atteinte à son devoir de loyauté alors que le chef exécutif de l'administration municipale, soit le Maire Laplante envers qui le Demandeur se rapporte, estime précisément le contraire;
- 52.11 Ceci démontre bien que c'est précisément parce que le Demandeur se rapporte au Maire Laplante, et est loyal envers ce dernier en tant que chef exécutif de l'administration municipale, que le Conseil de ville souhaite mettre fin à l'emploi du Demandeur, et aucunement pour des motifs qui pourraient être propres au Demandeur;

- 52.12 Il est difficile de concevoir une fin plus impropre pour une résolution municipale que de vouloir congédier une personne dans un objectif politique qui, dans les faits, en vise une autre personne;
- 52.13 Ceci est d'autant plus le cas que, au moment où la résolution du 22 mai 2018 (P-17) a été adoptée par le Conseil de ville, les résolutions P-6 et P-12 du Comité exécutif étaient entièrement exécutoires et liaient incontestablement la Défenderesse;
- 52.14 Ceci découle de six (6) raisons principales;
- 52.15 Premièrement, la résolution 2018-05-0249 (Pièce P-18) qui prétend abroger les résolutions du Comité exécutif du 25 avril 2018 et du 7 mai 2018 (Pièces P-6 et P-12) est *subséquent* à la résolution 2018-05-0248 qui prétend congédier le Demandeur;
- 52.16 Il s'ensuit que les résolutions P-6 et P-12 étaient toujours et complètement valides au moment où la résolution P-17 fut adoptée par le Conseil de ville, et qu'à ce moment précis le Conseil a adopté une résolution qui portait sur exactement la même matière que les résolutions P-6 et P-12, ce que le droit ne permet pas;
- 52.17 Deuxièmement, il ne fait aucun doute en droit que le Conseil de ville n'avait aucunement le pouvoir d'abroger, rescinder ou d'annuler la résolution P-6 par sa résolution P-18 puisque la première a été adoptée par le Comité exécutif sur la base d'une délégation de pouvoirs qui était, à ce moment, parfaitement valide;
- 52.18 La jurisprudence établit en effet de manière claire qu'une résolution ne peut pas avoir de portée rétroactive, ou annuler rétroactivement une résolution prise par un organe investi d'une délégation de pouvoirs, et c'est précisément ce que tente de faire la résolution P-18 du Conseil de ville visant deux résolutions adoptées par le Comité exécutif sur la base d'une délégation de pouvoirs claire découlant à la fois du Règlement 662 et de l'article 114.6 LCV;
- 52.19 Troisièmement, même si une telle abrogation, rescision ou annulation avait été *in abstracto* possible, elle ne l'était pas *in concreto* puisque la nouvelle résolution P-18 vise incontestablement à porter atteinte aux droits du tiers que constitue le Demandeur, ce que le droit administratif ne permet pas de faire, y compris en application de la doctrine des droits acquis;
- 52.20 Quatrièmement, les deux résolutions du 22 mai 2018 (Pièces P-17 et P-18) sont incontestablement arbitraires puisque le constat factuel sur

lequel elles sont fondées a été énoncé de manière complètement contraire dans une autre résolution adoptée par le Comité exécutif et qui n'a jamais été contestée par la Défenderesse ou fait l'objet de résolutions contraires;

- 52.21 En effet, la résolution CE-2018-05-0159 (Pièce P-13) adoptée par le Comité exécutif le 7 mai 2018 constate notamment ce qui suit :

« CONSIDÉRANT que le maire et le Comité exécutif sont très satisfaits du travail accompli par monsieur Guy Grenier, qui a toujours agi avec compétence, loyauté et dans le respect de ses obligations contractuelles et de ses obligations déontologiques; »

- 52.22 Or, cette résolution P-13 n'a jamais été abrogée, rescindée ou annulée par le Conseil de ville et cette résolution P-13 a été adoptée par le Comité exécutif alors que Règlement 662 était parfaitement en vigueur, étant rappelé que ce dernier règlement avait force de loi jusqu'à la publication du Règlement 1687 (Pièce P-14), soit jusqu'au 9 mai 2018;

- 52.23 La résolution P-13 était donc parfaitement en vigueur le 22 mai 2018 même si le Tribunal devait estimer que la résolution d'abrogation était valide : elle est donc parfaitement exécutoire et a force de loi, y incluant son constat factuel antérieur aux résolutions du 22 mai 2018 et portant, encore et toujours, sur exactement les mêmes faits;

- 52.24 Cinquièmement, même si les résolutions P-17 et P-18 n'étaient pas invalides en raison des quatre premiers moyens indiqués ci-dessus, ces résolutions sont néanmoins invalides puisqu'*ultra vires* des pouvoirs du Conseil de ville;

- 52.25 En effet, même si le Tribunal devait estimer que l'abrogation par le Conseil de ville du règlement de délégation 662 (Pièce P-7) était valide contrairement aux prétentions du Demandeur figurant ci-dessus, c'est toujours le Comité exécutif qui avait compétence, au 22 mai 2018, sur l'ensemble des conditions d'emploi du Demandeur, y compris le maintien de son lien d'emploi, et ce en vertu de l'article 114.6 LCV, pour les motifs indiqués ci-dessus;

- 52.26 Il s'ensuit que, bénéficiant d'une existence statutaire (cf. Pièce P-1) et d'un pouvoir tout aussi statutaire, le Comité exécutif avait en tous temps pertinents compétence exclusive pour décider du maintien ou non du lien d'emploi du Demandeur, à l'exclusion du Conseil de ville;

- 52.27 Ainsi, même si le règlement 1687 était valide, les résolutions P-17 et P-18 (et P-20) du 22 mai 2018 sont invalides puisqu'*ultra vires* des pouvoirs du Conseil de ville;

- 52.28 Sixièmement, il découle clairement des faits énoncés ci-dessus que tant le Règlement 1687 (Pièce P-14) que les résolutions 2018-05-0248 (Pièce P-17/P-20) et 2018-05-0249 (Pièce P-18/P-20) sont invalides et *ultra vires* puisqu'ils constituent un détournement de pouvoirs en plus d'avoir été adoptés dans un but impropre, pour des motifs non-pertinents et de mauvaise foi;
- 52.29 Enfin, même en faisant abstraction de ce qui précède, il est manifeste que les gestes posés par le Conseil de ville à l'endroit du Demandeur constituent un abus de pouvoir et une manœuvre effectuée par les conseillers qui sont majoritaires au Conseil pour porter atteinte à l'autorité du Maire Laplante, et ce en attaquant le Demandeur qui est le plus proche conseiller du Maire Laplante sur la base d'allégations qui sont manifestement farfelues en faits et en droit;
- 52.30 Ainsi, c'est clairement et incontestablement en raison de son adhésion au programme politique de l'Équipe Laplante, à son appartenance au parti du Maire Laplante et à sa loyauté à ce dernier que le Demandeur a fait l'objet des mesures visées par la présente affaire;
- 52.31 De manière simple, le Demandeur est victime d'une attaque en règle de la part du Conseil de ville strictement et uniquement en raison de ses convictions politiques;
- 52.32 Ainsi, les agissements de la Défenderesse sont discriminatoires puisqu'ils portent atteinte aux droits du Demandeur à la liberté d'opinion et à la liberté d'expression et à son droit à ne pas faire l'objet de discrimination en fonction de ses convictions politiques, respectivement protégées par les articles 3 et 10 de la *Charte québécoise des droits et libertés de la personne* (RLRQ c. C-12, ci-après « la Charte »), qui intéresse incontestablement l'ordre public;
- 52.33 Conséquemment, le Demandeur a droit à l'annulation de toutes les mesures visées par la présente affaire, incluant le règlement 1687, en vertu de l'article 49 de la *Charte*;
- 52.34 Enfin, le Règlement 1687 (Pièce P-14) manifestement invalide, et ce pour deux raisons principales :
- Premièrement, ce règlement 1687 est *ultra vires* puisqu'il a été adopté pour une fin impropre qui s'inscrit dans un contexte politique explosif où la majorité du Conseil de ville cherche manifestement à poursuivre l'agenda politique de la personne qui s'opposait au Maire Laplante et à priver ce dernier d'importants droits de gestion par le biais du Comité exécutif;

- Deuxièmement, ce règlement 1687 ne repose sur aucun motif factuel raisonnable de saine gestion ou autre;

52.35 La tentative d'abrogation du règlement de délégation 662 par le Conseil de ville est d'autant plus de mauvaise foi que la Charte de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu (Pièce P-1) crée de manière statutaire le Comité exécutif, et il ne peut pas avoir été l'intention du législateur de créer une coquille vide qui, conformément à cette Charte, siégerait pour n'avoir strictement aucune fonction, aucun pouvoir, et aucun rôle;

52.36 L'absurdité d'une telle situation démontre à elle seule le but véritable du Règlement 1687 : affaiblir l'autorité du Maire en le privant le plus possible de tout pouvoir réel, ainsi que de son chef de cabinet, ceci afin de mettre en œuvre le programme politique de l'Équipe Fecteau;

52.37 Ceci confirme également de manière incontestable que l'adoption par le Conseil de ville du Règlement 1687 (Pièce P-14) est exclusivement une manœuvre politique destinée à affaiblir le maire, tel que décrit ci-dessus, et constitue par conséquent un détournement de pouvoirs et une décision adoptée dans un but impropre, pour des motifs non pertinents et de mauvaise foi;

52.38 En résumé, tant le Règlement 1687 (Pièce P-14) que les résolutions adoptées par le Conseil de ville le 15 mai 2018 (Pièces P-17 et P-18) et le 22 mai 2018 (Pièce P-20) sont *ultra vires* puisque :

- a) Le Comité exécutif a en tous temps eu la compétence pour statuer sur le maintien ou non du lien d'emploi du Demandeur, à l'exclusion du Conseil de ville;
- b) Le Conseil de ville n'était pas en droit d'abroger, rescinder ou annuler les résolutions adoptées par le Comité exécutif à l'égard du Demandeur, et encore moins d'adopter des résolutions contraires portant sur exactement la même matière;
- c) Ces résolutions et ce règlement sont arbitraires puisque ne reposant sur aucun fait;
- d) Ces résolutions et ce règlement sont *ultra vires* puisqu'ils constituent un détournement de pouvoirs de la part du Conseil de ville, en plus d'avoir été adoptés dans un but impropre, pour des motifs non pertinents et de mauvaise foi;

~~52.39 Dans ce contexte, le Demandeur est également en droit d'obtenir, pendente litis, une ordonnance de la Cour supérieure enjoignant la Défenderesse de surseoir à l'exécution du Règlement 1687 (Pièce P-14) et~~

~~des résolutions 2018-05-0248 (Pièce P-17) et 2018-05-0249 (Pièce P-18), et enjoignant à la Défenderesse de rétablir de manière complète le Demandeur dans son poste de chef de cabinet du maire;~~

~~52.40 Le Demandeur est également en droit d'obtenir une ordonnance de sauvegarde au même effet en vertu de l'article 159(8) C.p.e.;~~

3) Les résolutions du 11 et 18 juin 2018 (Pièces P-30 et P-31) sont invalides

52.41 Les résolutions adoptées par le Conseil de ville afin de prétendument « activer » la clause 16 du contrat de travail P-3 constituent le prolongement des résolutions antérieures adoptées de manière *ultra vires* par la Ville et constituent tout autant un détournement de pouvoirs de la part du Conseil de ville, en plus d'avoir été adoptées dans un but impropre, pour des motifs non-pertinents et de mauvaise foi;

52.42 Ces résolutions P-30 et P-31 constituent également le prolongement par le Conseil de ville des agissements qui portent atteinte au droit du Demandeur de ne pas faire l'objet de discrimination en raison de l'exercice de sa liberté d'opinion et de ses convictions politiques, respectivement protégées par les articles 3 et 10 de la Charte;

52.43 Pour l'une et l'autre de ces raisons, les résolutions P-30 et P-31 sont nulles et invalides;

4) L'abus de procédures commis par le Conseil de ville

52.44 Tel qu'indiqué ci-dessus, le Conseil de ville a décidé le 4 juin 2018 de ne pas ratifier l'entente conclue avec le Demandeur le 30 mai 2018, Pièce P-33;

52.45 Pourtant, cette entente avait été conclue de bonne foi par le Demandeur lui-même et une personne dûment autorisée par la Ville, et les procureurs des parties – incluant celui de la Ville – avaient indiqué au juge Castonquay qu'ils étaient « très optimistes »;

52.46 La ratification par le Conseil de ville de cette entente qui avait été négociée par des conseillers municipaux ne devait être qu'une simple formalité administrative;

52.47 En refusant de ratifier l'entente dans les circonstances factuelles qui se sont produites, le Conseil de ville a violé les obligations de la Ville découlant des articles 7 et 1375 C.c.Q., obligeant toute partie à une entente à se comporter de bonne foi et donnant le droit à M. Guy Grenier d'obtenir l'entière réparation du préjudice causé par cette situation;

52.48 Ce refus par la Ville d'accepter l'entente P-33 constitue une conduite de mauvaise foi, vexatoire et abusive qui est contraire aux articles 51 et ss. C.p.c. et qui donne droit au Demandeur d'obtenir de la Ville l'entière compensation du préjudice qui en a résulté, incluant la totalité des honoraires extrajudiciaires nécessaires à la poursuite des présentes procédures ainsi que toute autre procédure judiciaire qui pourrait être nécessaire pour obtenir des dommages-intérêts en raison du congédiement du Demandeur et des faits subséquents, et ce nonobstant le sort que connaîtra la présente affaire ou une telle autre procédure judiciaire;

52.49 Vu la gravité des faits et l'incurie du Conseil de ville, le Demandeur a également droit à des dommages-intérêts punitifs afin de sanctionner ce grave manquement au principe directeur de la procédure civile qu'est la bonne foi et l'interdiction d'agir de manière excessive et déraisonnable;

V. LE SURSIS, L'ORDONNANCE DE SAUVEGARDE ET L'INJONCTION

~~53. Les critères requis pour l'émission d'une ordonnance de sursis à l'égard de la résolution du 30 avril 2018 (Pièce P-8), du Règlement 1687 (Pièce P-14) et des résolutions 2018-05-0248 (Pièce P-17) et 2018-05-0249 (Pièce P-18), telles qu'adoptées le 22 mai 2018 (Pièce P-20) sont incontestablement remplies, tout comme ceux requis pour l'émission des ordonnances de sauvegarde et d'injonction prévisoire et interlocutoire recherchées par les présentes;~~

1. L'apparence de droit

~~54. Les moyens invoqués par le Demandeur ci-dessus sont sérieux et bien fondés et démontrent la présence d'un droit clair et manifeste en faveur du Demandeur;~~

~~54.1 La clarté du droit du Demandeur concernant la résolution P-8 du 30 avril 2018 a d'ailleurs été constatée par l'honorable juge Marc-André Blanchard, J.C.S. dans son ordonnance du 4 mai 2018 (Pièce P-11);~~

~~55. Ceci est d'autant plus clair que, relativement au premier moyen du Demandeur alléguant que la résolution du 30 avril 2018 est *ultra vires* des pouvoirs du Conseil de ville, c'est la norme de la décision correcte qui est applicable;~~

~~56. De plus, le droit du Demandeur repose notamment sur un règlement valablement adopté par le Conseil de Ville (Pièce P-7), qui constitue un cadre normatif intéressant l'ordre public de direction;~~

~~57. La jurisprudence a également établi qu'une violation claire d'une loi d'ordre public conduit directement à l'octroi d'une injonction (le principe est le même pour l'octroi d'un sursis) et que le juge n'a pas à se prononcer sur le critère de la prépondérance des inconvénients;~~

~~58. Ainsi, le Demandeur est en droit, sans qu'il soit nécessaire d'examiner les critères du préjudice sérieux ou irréparable et de la prépondérance des inconvénients, d'obtenir le sursis de l'exécution de la résolution du 30 avril 2018 (Pièce P-8) et les ordonnances de sauvegarde et d'injonction recherchées;~~

~~58.1 Ceci est également le cas en ce qui concerne le Règlement 1687 (Pièce P-14) et les résolutions 2018-05-0248 (Pièce P-17/P-20) et 2018-05-0249 (Pièce P-18/P-20), relativement auxquelles il est respectueusement soumis que le droit du Demandeur est clair et manifeste;~~

~~58.2 Ne serait-ce que pour cette unique raison, il est apparent qu'un Conseil de ville adopte un comportement constituant un détournement de pouvoirs, agit dans un but improprie, pour des motifs non pertinents et de mauvaise foi lorsqu'il adopte des mesures individuelles visant le Demandeur dans le but manifeste d'atteindre plutôt le supérieur de ce dernier, d'autant plus lorsque ce supérieur est le maire minoritaire et le chef exécutif de l'administration municipale qui est aux prises avec un conflit politique avec des conseillers municipaux majoritaires qui, clairement, auraient préféré avoir un autre maire et utilisent le conseil municipal dans le but de porter atteinte aux pouvoirs que ledit maire tient de la Loi sur les cités et villes, en particulier de l'article 52 LCV;~~

~~58.3 Au surplus, ces agissements de la Défenderesse sont discriminatoires puisqu'ils portent atteinte aux droits du Demandeur à la liberté d'opinion et à la liberté d'expression et à son droit à ne pas faire l'objet de discrimination en fonction de ses convictions politiques, respectivement protégées par les articles 3 et 10 de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne (RLRQ c. C-12, ci-après « la Charte »), qui intéresse incontestablement l'ordre public;~~

~~59. Subsidiairement, le Demandeur soumet respectueusement que les autres critères sont également remplis;~~

~~2. Le préjudice sérieux ou irréparable~~

~~60. Il est manifeste que le Demandeur subirait un préjudice sérieux ou irréparable si le sursis qu'il sollicite n'était pas octroyé;~~

~~61. Il serait en effet privé de manière irrémédiable du droit d'exercer son poste de chef de cabinet du Maire Laplante pendant toute la durée des présentes procédures, le tout dans un contexte où il est manifeste que la résolution du~~

~~30 avril 2018 constitue une manœuvre politique visant véritablement le Maire Laplante et non pas la prestation de travail du Demandeur;~~

~~62. A cet égard, le Juge en Chef Dickson a rappelé que :~~

~~« Le travail est l'un des aspects les plus fondamentaux de la vie d'une personne, un moyen de subvenir à ses besoins financiers et, ce qui est tout aussi important, de jouer un rôle utile dans la société. L'emploi est une composante essentielle du sens de l'identité d'une personne, de sa valorisation et de son bien-être sur le plan émotionnel. C'est pourquoi, les conditions dans lesquelles une personne travaille sont très importantes pour ce qui est de façonner l'ensemble des aspects psychologiques, émotionnels et physiques de sa dignité et du respect qu'elle a d'elle-même. » (Renvoi relatif à la Public Service Employee Relations Act (A/b.), [1987] 1 R.C. S. 313)~~

~~63. Ce préjudice est d'autant plus clair que tant le Maire que le Comité exécutif sont entièrement satisfaits du travail de M. Guy Grenier et que c'est donc de manière totalement arbitraire que la résolution P-8, le Règlement 1687 ainsi que les résolutions P-17 et P-18 (et P-20) ont été adoptés;~~

~~63.1 Rappelons également que l'existence d'un préjudice irréparable a également été constatée par l'honorable juge Marc-André Blanchard, j.c.s. dans son ordonnance du 4 mai 2018 (Pièce P-11), et cette conclusion est entièrement transposable à la présente étape du dossier;~~

~~63.2 Qui plus est, il est de l'intérêt public que le statu quo ante soit maintenu pendente litis afin de préserver le plus rigoureusement possible l'efficacité de l'intervention qu'a amorcée la Commission municipale du Québec afin de trouver une solution à la présente crise politique, au cours de laquelle il faut rappeler que le Demandeur ne constitue ni plus ni moins d'une munition utilisée par les opposants politiques au Maire Laplante contre ce dernier;~~

~~64. Ce critère est donc incontestablement rempli;~~

~~3. La prépondérance des inconvénients~~

~~65. La prépondérance des inconvénients favorise uniquement le Demandeur;~~

~~66. Le seul inconvénient qui pourrait affecter la Défenderesse serait la neutralisation de la manœuvre politique partisane des conseillers municipaux majoritaires, ce qui ne constitue naturellement pas un inconvénient qui doit être pris en compte par cette honorable Cour dans l'appréciation du présent critère;~~

~~66.1 Rappelons également que ce critère a été considéré comme rempli par l'honorable juge Marc-André Blanchard, j.c.s. dans son ordonnance du 4 mai~~

~~2018 (Pièce P-11), et cette conclusion est entièrement transposable à la présente étape du dossier;~~

~~67. Ce critère est également clairement rempli;~~

~~4. L'urgence~~

~~68. Dans les circonstances énoncées ci-dessus, il est respectueusement soumis qu'il est urgent pour la Cour supérieure d'intervenir afin d'empêcher la Défenderesse de bénéficier pendant toute la durée de l'instance des effets d'une résolution manifestement *ultra vires*, arbitraire et adoptée dans un pur but de politique partisane sans aucune relation avec les qualités professionnelles du Demandeur;~~

~~68.1 Rappelons également que ce critère a été considéré comme rempli par l'honorable juge Marc André Blanchard, J.C.S. dans son ordonnance du 4 mai 2018 (Pièce P-11), et cette conclusion est entièrement transposable à la présente étape du dossier;~~

69. La présente demande est bien fondée en faits et en droit;

POUR CES MOTIFS, PLAISE À LA COUR :

~~Au stade du sursis et de manière provisoire et interlocutoire et à titre d'ordonnance de sauvegarde :~~

~~ORDONNER le sursis de l'exécution de la résolution du 23 avril 2018 (Pièce P-5), si nécessaire, et de la résolution du 30 avril 2018 (Pièce P-8) adoptées par le Conseil de Ville de Saint Jean sur Richelieu et prétendant congédier M. Guy Grenier;~~

~~ORDONNER le sursis de l'exécution du Règlement 1687 du 7 mai 2018 (Pièce P-14) adopté par le Conseil de Ville de Saint Jean sur Richelieu et prétendant abroger le Règlement 662 (Pièce P-7);~~

~~ORDONNER le sursis de l'exécution de la résolution du 2018-05-0248 du 15 mai 2018 (Pièce P-17), si nécessaire, et de la résolution 2018-05-0248 du 22 mai 2018 (Pièce P-20) adoptées par le Conseil de Ville de Saint Jean sur Richelieu et prétendant congédier M. Guy Grenier;~~

~~ORDONNER le sursis de l'exécution de la résolution du 2018-05-0249 du 15 mai 2018 (Pièce P-18), si nécessaire, et de la résolution 2018-05-0249 du 22 mai 2018 (Pièce P-20) adoptées par le Conseil de Ville de Saint Jean sur Richelieu et prétendant~~

~~abroger les résolutions CE-2018-04-0144 et CE-2018-06-0162;~~

~~ORDONNER à la Ville de Saint Jean sur Richelieu de rétablir de manière complète et immédiate le Demandeur dans son poste de chef de cabinet du maire, rétroactivement au 30 avril 2018;~~

~~PERMETTRE au Demandeur par tous les moyens y compris par courriel, s'il le juge à propos, de signifier la présente ordonnance en dehors des heures légales, et même les jours fériés, sans qu'il soit nécessaire pour celui-ci d'être porteur de l'original, d'exhiber ledit original et de faire rapport à l'endos de celui-ci et PERMETTRE telle signification en laissant copie à une personne raisonnable, et au besoin, en laissant une copie sous l'huie de la porte, dans la boîte aux lettres ou en fixant copie à la porte;~~

~~DISPENSER le Demandeur de fournir caution;~~

~~DÉCIDER que la présente ordonnance reste en vigueur jusqu'à la décision finale relativement à la présente demande ou, subsidiairement, jusqu'à la date de présentation de la présente demande à titre interlocutoire en fonction du calendrier des échéances établi par la Cour;~~

~~ORDONNER l'exécution provisoire de la présente ordonnance nonobstant appel;~~

~~RENDRE toute autre ordonnance que la Cour jugera appropriée;~~

Au fond :

ACCUEILLIR la présente demande;

DÉCLARER que les résolutions adoptées par le Conseil de Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu le 23 avril 2018 (Pièce P-5), le 30 avril 2018 (Pièce P-8), le 15 mai 2018 (Pièces P-17 et P-18) et le 22 mai 2018 (Pièce P-20), ainsi que le règlement 1687 adopté le 7 mai 2018 (Pièce P-14) sont nulles *ab initio* et *ultra vires*;

DÉCLARER que les résolutions adoptées par le Conseil de Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu le 23 avril 2018 (Pièce P-5), le 30 avril 2018 (Pièce P-8), le 15 mai 2018 (Pièces P-17 et P-18) et le 22 mai 2018 (Pièce P-20), le règlement 1687 adopté le 7 mai 2018 (Pièce P-14), la résolution No. 2018-06-413 (Pièce P-30) et la résolution No. 2018-06-0419 (Pièce P-31) sont déraisonnables;

- DÉCLARER** que les résolutions adoptées par le Conseil de Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu le 23 avril 2018 (Pièce P-5), le 30 avril 2018 (Pièce P-8), le 15 mai 2018 (Pièces P-17 et P-18) et le 22 mai 2018 (Pièce P-20), le règlement 1687 adopté le 7 mai 2018 (Pièce P-14), la résolution No. 2018-06-413 (Pièce P-30 et la résolution No. 2018-06-0419 (Pièce P-31)) constituent un détournement de pouvoirs et ont été adoptées dans un but impropre, pour des motifs non-pertinents et de mauvaise foi;
- DÉCLARER** que la résolution CE-2018-04-0144 (Pièce P-6) et la résolution CE-2018-05-0162 (Pièce P-12) adoptées par le Comité exécutif de Saint-Jean-sur-Richelieu sont parfaitement valides et exécutoires;
- ANNULER** les résolutions adoptées par le Conseil de Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu le 23 avril 2018 (Pièce P-5), le 30 avril 2018 (Pièce P-8), le 15 mai 2018 (Pièces P-17 et P-18) et le 22 mai 2018 (Pièce P-20), le Règlement 1687 (Pièce P-14) adopté le 7 mai 2018, la résolution No. 2018-06-413 (Pièce P-30 et la résolution No. 2018-06-0419 (Pièce P-31));
- DÉCLARER** que les agissements de la Défenderesse sont discriminatoires puisqu'ils portent atteinte aux droits du Demandeur à la liberté d'opinion et à la liberté d'expression et à son droit à ne pas faire l'objet de discrimination en fonction de ses convictions politiques, respectivement protégées par les articles 3 et 10 de la *Charte québécoise des droits et libertés de la personne* (RLRQ c. C-12);
- ANNULER** les résolutions P-5, P-8, P-17, P-18, P-20, le Règlement P-14, la résolution P-30 et la résolution P-31 en vertu de l'article 49 de la *Charte québécoise des droits et libertés de la personne*;
- DÉCLARER** que le refus du Conseil de ville le 4 juin 2018 de ratifier l'entente P-33 constitue une violation des articles 7 et 1375 C.c.Q. et constitue également un abus de procédures contraire aux articles 51 et ss. C.p.c.;
- CONDAMNER** la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu à payer au Demandeur des dommages-intérêts pour compenser le préjudice résultant de cet abus de procédure, incluant les honoraires et débours extrajudiciaires qui ont été nécessaires pour les fins des présentes ainsi que toute autre procédure judiciaire qui pourrait être nécessaire en raison du congédiement du Demandeur par la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu;

RÉSERVER au Demandeur le droit de faire établir sommairement le montant des dommages-intérêts pour les fins des présentes;

CONDAMNER la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu à payer au Demandeur une somme de 30.000\$ à titre de dommages-intérêts punitifs pour abus de procédures;

ORDONNER à la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu de rétablir de manière complète et immédiate le Demandeur dans son poste de chef de cabinet du maire, rétroactivement au 30 avril 2018;

RENDRE toute autre ordonnance que la Cour jugera appropriée;

LE TOUT avec frais de justice;

Montréal, le 1^{er} octobre 2018



MELANÇON MARCEAU GRENIER ET SCIORTINO

(M^e Sylvain Beauchamp et

M^e Laurence Martin)

Procureurs du Demandeur

No. : 755-17-002790-189

COUR SUPÉRIEURE
DISTRICT D'IBERVILLE

GUY GRENIER, résidant au 15, rue Rolland, Saint-Jean-sur-Richelieu, Québec, J2X 5S9

Demandeur

C. VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU,
personne morale de droit public sise au 188, rue
Jacques-Cartier Nord, Saint-Jean-sur-Richelieu,
Québec, J3B 7B2

Défenderesse

**DEMANDE DE POURVOI EN CONTRÔLE
JUDICIAIRE, SURSIS, ORDONNANCE DE
SAUVEGARDE ET INJONCTION PROVISoire,
INTERLOCUTOIRE ET PERMANENTE MODIFIÉE
EN DATE DU 1^{ER} OCTOBRE 2018**

ORIGINAL

M^e Sylvain Beauchamp
Notre dossier : SB-5233-000



Melançon
Marceau
Grenier et
Scortino

SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF
A V O C A T S
(BM-0283)

MONTREAL 1717, boul. René Lévesque Est Bureau 300 Montréal (Québec) H2L 4T3 Téléphone : 514.525-3414 Télocopieur : 514.525.2803	QUÉBEC 871, Grande Allée Ouest Bureau 200 Québec (Québec) G1S 1C1 Téléphone : 418.640.1773 Télocopieur : 418.640.0474
--	--

Nadine Canaan

De: Nadine Canaan
Envoyé: 5 février 2019 15:45
À: info@mercierleduc.com
Cc: Sylvain Beauchamp
Objet: Notification par courriel - Demande afin d'obtenir le statut d'intervenant et pièce R-1 (N/d 5233-000)
Pièces jointes: Demande afin d'obtenir le statut d'intervenant.pdf; R1- Demande de pourvoi modifiée 2018-10-01_SIGNED.pdf

NOTIFICATION PAR COURRIEL / NOTIFICATION BY EMAIL
(Articles 133 et/and 134 C.p.c. / C.C.P.)

EXPÉDITEUR / SENDER	
MELANÇON MARCEAU GRENIER ET SCIORTINO 1717, boul. René-Levesque, Suite 300 Montréal (Québec) H2L 4T3 Tel. : (514) 525-3414 – Fax : (514) 525-2803 sbeauchamp@mmgs.qc.ca	
Date :	Montréal, le 5 février 2019
Nature du document / Nature of the document :	Demande afin d'obtenir le statut d'intervenant et pièce R-1
N° du dossier de Cour / Court File # :	CMQ-66841
Nom des parties / Name of the parties :	Yvan Berthelot et al. c. Alain Laplante et Guy Grenier
Nombre de pages / Number of the pages :	-3-
Heure de transmission / Time of transmission :	15h44
Notre référence / Our reference :	SB-5233-000
DESTINATAIRE(S) / RECIPIENT(S)	
Nom / Name :	MERCIER LEDUC
Étude / Firm :	164, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec) H2Y 1C2

Nadine Canaan, adjointe juridique pour
Me Sylvain Beauchamp
Me Sylvain Seney
Me Pierre Brun

Nadine Canaan

De: Nadine Canaan
Envoyé: 5 février 2019 15:47
À: Bouchard, Chantale
Cc: Sylvain Beauchamp
Objet: Notification par courriel - Demande afin d'obtenir le statut d'intervenant et pièce R-1 (N/d 5233-000)
Pièces jointes: Demande afin d'obtenir le statut d'intervenant.pdf; R1- Demande de pourvoi modifiée 2018-10-01_SIGNED.pdf

NOTIFICATION PAR COURRIEL / NOTIFICATION BY EMAIL
(Articles 133 et/and 134 C.p.c. / C.C.P.)

EXPÉDITEUR / SENDER	
MELANÇON MARCEAU GRENIER ET SCIORTINO 1717, boul. René-Levesque, Suite 300 Montréal (Québec) H2L 4T3 Tel. : (514) 525-3414 – Fax : (514) 525-2803 sbeauchamp@mmgs.qc.ca	
Date :	Montréal, le 5 février 2019
Nature du document / Nature of the document :	Demande afin d'obtenir le statut d'intervenant et pièce R-1
N° du dossier de Cour / Court File # :	CMQ-66841
Nom des parties / Name of the parties :	Yvan Berthelot et al. c. Alain Laplante et Guy Grenier
Nombre de pages / Number of the pages :	-3-
Heure de transmission / Time of transmission :	15h46
Notre référence / Our reference :	SB-5233-000
DESTINATAIRE(S) / RECIPIENT(S)	
Nom / Name :	Me Chantal Bouchard KSA, Avocats
Étude / Firm :	2875 boulevard Laurier, bur. 210 Québec (Québec) G1V 2M2

Nadine Canaan, adjointe juridique pour
Me Sylvain Beauchamp
Me Sylvain Seney
Me Pierre Brun

**COMMISSION MUNICIPALE DU
QUÉBEC**
(Juge Thierry Usclat)

YVAN BERTHELOT ET AL.

Demandeurs

c.
ALAIN LAPLANTE

Défendeur

Et
GUY GRENIER

Tiers-intervenant

**DEMANDE AFIN DOBTENIR LE STATUT
D'INTERVENANT**
(Article 23 de la Loi sur la Commission
municipale, RLRO chapitre C-35
Article 7 de la Loi sur les commissions
d'enquête, RLRO chapitre C-37)

ORIGINAL

M^e Sylvain Beauchamp
Dossier : SB-5233-000

mmgs

**Melançon Marceau
Grenier & Sciorino s.e.n.c.**
Avocats et Avocates
(BM-0283)

MONTREAL
1717, boul. René Lévesque Est
Bureau 300
Montréal (Québec) H2L 4T3
T 514 525-3414
F 514 525-2803

QUÉBEC
871, Grande Allée Ouest
Bureau 200
Québec (Québec) G1S 1C1
T 418 640-1773
F 418 640-0474